

Suite de la page 3 rés : après l'arrestation à plusieurs reprises à la frontière d'un automobiliste suspecté d'être un passeur, une enquête a été ouverte par la police espagnole, qui a conduit à des arrestations. Selon les forces de l'ordre, la filière partait du sud de l'Espagne et remontait jusqu'à Bayonne en échange d'environ 200 euros par passage. Les migrants recevaient ensuite par téléphone des billets de train censés leur permettre de poursuivre leur route jusqu'à leur destination finale. La France, ou ailleurs en Europe.

Près de Tours «J'ai peur qu'il tombe du camion»

A Rouziers-de-Touraine (Indre-et-Loire), à une centaine de mètres de l'autoroute A28, deux hommes sortent d'un sous-bois. Ils acceptent qu'on les suive à condition de marcher sur les allées du terrain. «Le propriétaire est d'accord pour que l'on s'installe ici», expliquent-ils pour justifier leur présence dans cette commune de 1267 habitants au milieu des champs. Sous une bâche au toit de tôle, une dizaine de tentes sont dépliées et des vivres jonchent le sol. Deux autres hommes font un barbecue. Ils manquent de tout : douche, toilettes, électricité. «On est de passage», assure en français le porte-parole du groupe, un Kurde d'une trentaine d'années. Après avoir vécu à Calais et à Grande-Synthe, les quatre hommes souhaitent rejoindre l'Angleterre.

En réalité, la proximité de leur campement avec l'aire de repos de l'autoroute proche trahit leur mode opératoire : il est probable que le camp serve de base arrière à des passeurs. Ils profitent du sommeil des conducteurs de poids lourds pour les faire grimper dans des véhicules en route pour l'Angleterre. Une pratique courante dans la région depuis 2017, et la conséquence du renforcement des contrôles policiers dans le Nord-Pas-de-Calais et en Ile-de-France. «Plus les dispositifs policiers sont présents, plus les passeurs vont s'en éloigner. Ils chargent aujourd'hui de plus en plus au sud des zones où ils partaient auparavant», constate Xavier Delrieu, le commissaire de l'Office central pour la répression de l'immigration irrégulière et de l'emploi d'étrangers sans titre (Ocriest). Selon nos informations, au moins dix aires de repos et station-service sont concernées dans le triangle Le Mans-Orléans-Poitiers, formé par les autoroutes A10 et A28. Avec, au centre, Tours et ses environs, appréciés des réseaux de passeurs pour leur proximité avec l'une et l'autre des deux voies rapides.

Près de l'aire de Châtellerault-Antran, à une centaine de kilomètres plus au sud le long de l'A10, un autre camp de fortune a été installé dans un sous-bois jouxtant le parking poids lourds. Sous un bâtiment abandonné, on trouve des tentes, des pommes de terre, des bouteilles de gaz et une casserole. Aucune présence humaine cette fois, mais les traces d'un passage : bouteilles de gaspacho, parapluies pour enfants,

couvertures de survie... Le camp est séparé de la station-service par un grillage, découpé par endroits. Contacté, le propriétaire du terrain assure qu'il a été évacué il y a peu par les gendarmes. «Les gens se mettent là pour attendre les passeurs. Je l'ai mis en vente à cause de ça, ce ne sont que des problèmes.»

Les filières occupent aussi des hangars abandonnés pour y loger les migrants, le temps du transit – souvent dans des conditions indignes. En mai, les autorités ont découvert que deux maisons inoccupées de Châtellerault servaient de base arrière. Depuis ces zones plus éloignées, les trafiquants conduisaient les exilés sur les aires visées au beau milieu de la nuit.

Le long des autoroutes, les stations ont souvent été construites par paires, l'une faisant face à l'autre. Pour ne pas se faire repérer, les passeurs déposent les migrants sur celle en direction du sud. Ils leur demandent ensuite de traverser la voie rapide pour se rendre sur sa jumelle,

dont les véhicules roulent vers le nord. Ainsi, sur l'aire de Châtellerault-Antran, comme sur celle de Châtellerault-Usseau, deux pompistes disent travailler sur une «plaque tournante» du trafic. Le premier glisse : «Ils sortent des bois environnants ou sont déposés en voiture, de nuit. Quatre, cinq personnes, ou bien plus, ça dépend des soirs.»

La rumeur est rapidement parvenue aux oreilles des routiers. La plupart se montrent désormais vigilants quand ils passent dans le coin, comme ils le sont déjà dans le nord de la France ou aux frontières du pays. Les camions à bâches, plus simples à forcer que les frigorifiques, sont particulièrement ciblés. Avant de faire grimper un groupe, les passeurs vérifient les étiquettes de marchandises. Si elles sont en partance pour l'Angleterre, ils donnent le feu vert. Bruno (1), 50 ans, transporte des denrées à -24 degrés. Impossible selon lui de se loger à l'arrière de son véhicule. Mais il en

fait tout de même le tour à chaque fois qu'il reprend la route. «Le matin avant de partir, je jette un coup d'œil pour voir s'il n'y a pas quelqu'un dessous. J'ai peur qu'il tombe en route.» Bruno raconte avoir été abordé par un de ces trafiquants dans un restaurant routier, voilà quelques années : «J'étais au bar, il est venu discuter. Comme par hasard, je le retrouve assis à côté de moi pour manger. Il m'a demandé "tu voudrais te faire un petit billet ?" Je lui ai répondu que ça dépendait de ce qu'il fallait faire. Il m'a expliqué qu'il fallait emmener quelques personnes à bord. Ça aurait été facile pour moi, pour 10 personnes, on te propose 10000 euros. Mais je refuse de transporter des gens à qui on a menti et promis monts et merveilles.»

La nuit, ces zones de repos sont parfois le théâtre de scènes de guérilla. «Ce sont des gangs, ils tiennent leurs territoires et leurs lieux de trafic», explique Xavier Delrieu, le patron de l'Ocriest. «En février 2020, on a vu les passeurs arriver avec des mitraillettes. Chaque filière a sa paire d'aires autoroute, et si l'une d'elles s'arrête sur la mauvaise, ils tirent», décrit une employée de la station de la Fontaine-Colette, à quelques kilomètres de Tours. Des affrontements fréquents : en juin 2017 à Jaunay-Marigny, octobre 2019 sur l'aire de Sainte-Maure-de-Touraine, ou novembre 2019 sur celle d'Usseau...

Le 11 janvier, à Auzouer-en-Touraine, cinq Kurdes originaires d'Irak et d'Irak, suspectés d'être à la tête d'un réseau, ont été arrêtés. Entre octobre et janvier, ils auraient fait transiter des migrants sur plusieurs aires de l'A10. A leur audience au tribunal correctionnel de

Tours, l'un d'eux, 30 ans, a expliqué : «Il faut nous excuser, on ne comprend pas bien la loi ici en France.» Un autre, ancien peshmerga, dit avoir connu de grosses difficultés en Irak et consommé depuis deux ans de la méthadone trouvée dans la rue en France. Tous se présentent comme de «simples migrants».

Dans les communes environnantes, ces activités illégales font parfois des incursions inattendues dans le quotidien des habitants. A Rouziers-de-Touraine, un jour de janvier, la boulangerie a vu des dizaines d'exilés faire la queue devant sa boutique. «Ils étaient affamés, on essayait de se faire comprendre, on parlait anglais», se souvient-elle. Le maire, James Deligny, rembobine : «On a vu arriver 50 personnes, sûrement déposées là par des voyous. On ne peut pas bien vivre ce genre de situation, mais on a fait de notre mieux. On les a accueillis sur la place du village.»

En juillet, la préfecture d'Indre-et-Loire a fermé plusieurs aires de l'A10 et de l'A28 pour faire cesser les fusillades. D'autres sont interdites aux poids lourds la nuit en raison de leur position éloignée. Une décision sans doute suffisante pour contenir quelques réseaux, inefficace pour les démanteler. «Le problème, c'est qu'on n'arrête que les passeurs régionaux, jamais les têtes du réseau», estime une source judiciaire anonyme. «Quand vous démantelez un trafic, un autre prend sa place, l'aire est récupérée. Certaines ont servi à plusieurs réseaux», assure Xavier Delrieu, de l'Ocriest.

A Rouziers-de-Touraine, le maire, James Deligny, espère que l'on sera bientôt en mesure de «couper la tête

